

*la nouvelle*  
**ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 20 - 1 FRANC - 15-9-1971

**Rentrée sociale :**

**LA GUERRE  
OU  
LA PAIX**

---

# quelques réflexions à propos de la stratégie royaliste

par Pierre DEBRAY

Je ne serais pas sorti du silence que je m'étais imposé si le hasard n'avait placé sous mes yeux un follicule dans lequel M. Georges Drieu la Rochelle met en garde l'école d'Action Française contre « une conception erronée de la stratégie royaliste » qu'il attribue à la N.A.F. En fait, les thèses qu'il déclare anathèmes sont celles que je n'ai cessé d'exposer, au long des années, dans mon « combat des idées ». Ce qui me fait devoir d'assumer mes responsabilités. Il est, en effet, évident que si M. Georges Drieu la Rochelle a raison, je suis un mauvais maître, qui a dévoyé les jeunes intelligences qui lui étaient confiées. Dans ce cas, les dirigeants du mouvement et du journal sont encore plus coupables qui ont largement diffusé, par voie d'articles, de brochures et de conférences les « erreurs » que vient tout juste de découvrir la perspicacité inquisitoriale d'un gardien sourcilieux de l'orthodoxie « maurrassienne ».

Les accusations de M. Georges Drieu la Rochelle seraient graves si elles n'émanaient d'un démocrate, grisé en contre-révolutionnaire. Qu'il soit démocrate, son vocabulaire même le prouve. C'est ainsi qu'il écrit que « l'entreprise de royalisation du pays... est une œuvre unitaire et unificatrice ». Ce qui revient à accoler deux adjectifs qui appartiennent à des langages politiques pour le moins contradictoires. Une œuvre unitaire se veut de nécessité centralisatrice, réductrice des particularités que suppose et respecte une œuvre unificatrice. Si la République se veut unitaire, la monarchie est unificatrice.

Tout se passe comme si M. Georges Drieu la Rochelle avait, au fil de la plume, utilisé spontanément le terme jacobin (« unitaire »). Néanmoins un repentir inconscient devait le pousser à tenter de le préciser et de le corriger en lui accolant un terme contre-révolutionnaire (« unificatrice »). Nous sommes en présence d'un homme foncièrement, radicalement démocrate, qui se veut, et se croit, en toute bonne foi, « maurrassien ». D'où le premier mouvement, qui est le vrai, puis le second, par lequel il se reprend sans se renier.

L'aphorisme qu'il commet illustre assez bien la dissociation qui s'est opérée dans une certaine « action française » entre les « solutions maurrassiennes », que l'on répète mécaniquement, et la démarche intellectuelle, marquée de libéralisme démocratique. Un jour, il faudra bien montrer comment la disparition simultanée de L. O. de Roux, de Georges Calzant, du professeur Bœgner a livré, pendant des années,

notre principal moyen d'expression à des hommes qui étaient sans doute d'excellents Français et même de bons royalistes, mais qui n'avaient de Maurras qu'une connaissance anecdotique. Ce qui permettrait sans doute de mieux comprendre la crise actuelle.

Quoi qu'il en soit, M. Georges Drieu la Rochelle, en bon démocrate, condamne toute distinction entre les citoyens actifs et les autres. Pour lui, tous les Français se valent, quels que soient leur groupe socio-professionnel, leur classe, leur génération. Ils n'ont d'existence qu'individuelle. Ce sont donc des individus que notre propagande doit convaincre un par un. Nous rétablirons la monarchie lorsque nous aurons « royalisé » la majorité de ces individus, dont l'âge, la profession ou la culture ne doivent pas nous importer, puisqu'il s'agit d'atomes interchangeables.

Malheureusement, tous les Français ne se valent qu'en tant qu'électeurs et encore n'est-ce là qu'une apparence mystificatrice. Dans la vie réelle certains ont accès aux centres de décision ou exercent une influence sociale. D'autres pas. Que cette situation puisse être tenue pour injuste par un démocrate, j'en conviens. Injuste ou non, elle est. Cela nous suffit.

Au moment décisif, M<sup>lle</sup> Monk pèse plus lourd dans les balances de l'histoire que des millions d'hommes quelconques. Si nous avions disposé à Alger, en mai 58, d'un ou deux colonels « maurrassiens », si le corps des officiers avait été non pas nécessairement acquis à la monarchie mais persuadé qu'elle était de l'ordre du possible, nous aurions sans doute un Roi.

Toute autre stratégie doit donc viser à déterminer d'une part quelle forme prendra la prochaine « crise nationale » qu'il est de l'essence du régime républicain de provoquer, et d'autre part quels hommes décideront du cours que prendra cette crise. Notre propagande, nos options tactiques, viseront, en priorité, la « royalisation » de la génération du ou des groupes socio-professionnels dont devraient sortir, si nos analyses sont exactes, ces hommes. Ce qui n'exclut pas, assurément, les autres Français.

Là-dessus M. Georges Drieu la Rochelle me reproche de « vouloir fonder une stratégie qui ne s'appuie que sur des minorités agissantes issues presque exclusivement de ces "forces de progrès", pour ne pas dire progressistes, dont la révolte, etc., etc. ». Il est certain que les catégories sociales qui tiennent entre leurs mains les clés de l'avenir pensent leur action en termes de marxisme ou de scientisme technocratique.

Devons-nous nous résigner à cette situation malheureuse ? Ne faut-il pas plutôt tout mettre en œuvre pour la changer ? Quand Maurras, au début du siècle, a entrepris la conquête de l'intelligence française, celle-ci était antipatriote, antimilitariste, infestée d'idéologies décadentes, d'anarchisme littéraire et de germanolâtrie kantienne. Que l'on prenne la peine de se demander d'où venaient les premiers compagnons de Maurras. D'ailleurs, certains monarchistes de tradition ne dissimulaient pas la défiance que leur inspiraient ces jeunes gens. Ils l'exprimaient dans des termes assez semblables à ceux qu'utilise M. Georges Drieu la Rochelle.

Qu'on le veuille ou pas, la crédibilité d'une quelconque solution politique décide de son succès. A quoi bon se crever les yeux ? Actuellement la solution monarchique n'est que peu crédible. Elle ne l'était pas davantage au début du siècle. Elle l'est devenue, pour une ou deux générations, parce que l'A.F. de 1905 s'est résolument portée à l'avant-garde du mouvement intellectuel. Ses adversaires eux-mêmes durent s'intéresser à une école qui mobilisait l'intelligence, la jeunesse, le courage. Certes, le génie de Maurras nous manque. Il nous reste son exemple. A nous de retrouver, dans une situation assurément bien différente, l'audace, le dynamisme, la lucidité de la génération de 1905. En tout cas, nous n'y parviendrons pas en essayant, comme le propose M. Georges Drieu la Rochelle, de canaliser, au profit du projet monarchique, la grande peur des bien-pensants. Ceux-ci préféreront toujours la démocratie musclée de M. Marcellin. Auront-ils tellement tort ?

la nouvelle  
**ACTION FRANÇAISE**

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs.  
Paris - 1<sup>er</sup> - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.  
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :  
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse  
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10<sup>e</sup>

## Rentrée sociale :

# LA GUERRE OU LA PAIX

« Il n'y aura pas de trêve sociale. » C'est la première phrase de Georges Séguy aux journalistes qui attendent rue La Fayette, au siège de la C.G.T., le 6 septembre dernier. A vrai dire, on pouvait s'y attendre. Sans être devin, on pouvait prévoir que la C.G.T. et la C.F.D.T., pour l'établissement d'un programme commun cette année, allaient continuer à se satisfaire de l'accord de décembre 1970 et le reconduire, en y rajoutant de nouvelles clauses — prévisibles elles aussi — relatives à la nouvelle conjoncture.

Donc, Georges Séguy et Edmond Maire s'en tiennent à ce que leurs centrales ont déjà dit et fait l'an dernier quant au pouvoir d'achat, aux retraites, à l'exercice du droit syndical et au problème de l'emploi. Ils ont, cette fois-ci, défini en plus un plan d'action commune pour la défense des travailleurs immigrés et surtout, surtout, pour une lutte conjointe contre la hausse des prix. Nous savions déjà que Séguy avait qualifié de « mystification » la politique giscardienne des revenus, qui consistait pour lui à « faire payer aux travailleurs l'inflation due aux structures du système capitaliste ».

Cégétistes et cédétistes ont donc convenu que les travailleurs n'étaient pas responsables des problèmes issus de la crise monétaire, et que la lutte devait continuer, sinon s'amplifier pour la satisfaction des revendications définies auparavant.

### F.O. : POUR LA PAIX SOCIALE

Ce n'est pas du tout l'avis de F.O. André Bergeron, au cours d'une conférence de presse tenue le 7 septembre, s'est, lui, soucie des « problèmes dus aux structures du système capitaliste ». Et, comme on pouvait le prévoir, il a

échafaudé une solution diamétralement opposée à celle de ses deux confrères Séguy et Maire.

Pour le secrétaire général de F.O., il n'y a qu'un palliatif aux dangers provoqués par la crise actuelle — baisse de production, concurrence étrangère, chômage : la paix sociale, la trêve, en différant les revendications salariales. Oui, mais si les prix montent, les syndicalistes partisans de la politique contractuelle accepteront-ils de surseoir plus longtemps à leurs revendications salariales ?

A Chaban de jouer. Le plan qu'il propose aux chefs d'entreprises — contrats anti-hausse limités avec objectifs précis — réussira-t-il à juguler la catastrophe ?

Tout cela est bien incertain. Et c'est bien ce qu'ont pensé C.G.T. et C.F.D.T., en préférant feindre d'ignorer le problème et maintenir fermes leurs revendications, en assurant leur succès par une rigoureuse unité d'action qu'Edmond Maire jugeait « irréversible ».

La C.G.T. aussi...

### « UN PEU DE BEURRE SUR LA TARTINE »

Car le clivage, par la force des choses, devient de plus en plus irréversible, entre les partisans de la politique contractuelle (F.O. - C.G.C. - C.F.T.C.), les réformistes, les « intégrés », et de l'autre côté les anticapitalistes, les révolutionnaires, les empêchés-de-tourner-en-rond-dans-la-meilleure-des-nouvelles-sociétés.

Du côté de la rue La Fayette — sinon de la maison de verre — on se frottait les mains devant cette accentuation très dialectique du fossé social et cette cristallisation des rapports de forces. C'est ce que fit béatement ce grand benêt de Laurent Salini, dans l'*Huma* du 7 septembre, au lendemain de la promulgation du programme commun C.G.T. C.F.D.T. : « Ces propositions s'insèrent parfaitement dans une politique de progrès... un gouvernement d'union démocratique s'empresse de la prendre pour base de sa politique sociale... »

Bref, comme disent les gauchistes, « la démocratie de Monsieur est avancée ». Edmond Maire l'a renvoyée à ses expéditeurs, dans *Hebdo-T.C.* : « C'est le socialisme réduit à un peu de beurre sur la tartine (...) Nous ne sommes pas les spécialistes en question sociale de

la gauche politique. Nous avons un projet global de transformation de la société et nous sommes prêts à discuter d'égal à égal avec les autres organisations syndicales et politiques d'un projet socialiste et non pas d'un programme commun de gouvernement, qui n'est pas notre boulot. »

Le nouveau secrétaire général de la C.F.D.T. ne perd pas le nord. En effet, cégétistes et cédétistes doivent se rencontrer à la fin octobre pour « discuter sur le socialisme ». Notons bien qu'il a soigneusement évité, dans sa réponse à Salini, de citer une seule fois le P.C. Pour une raison bien simple : dans l'immédiat, toute action commune « dépolitisée » (c'est le cas du programme établi le 7), ne peut que pousser la C.G.T. à une plus grande autonomie vis-à-vis du P.C., ce que souhaitent ardemment la plupart des militants cégétistes. A vrai dire, en prenant l'an dernier l'initiative de faire du pied à la C.G.T., les dirigeants cédétistes ont joué très fort. Car après tout, le problème n° 1 de la C.F.D.T., si l'on a bien en tête ses options politiques, ce n'est pas le gouvernement... mais sa principale rivale : la C.G.T. elle-même.

Philippe DARTOIS.

## C.F.T. SEPTEMBRE

L'isolement engendre l'esotérisme. Ainsi, en juillet, les murs de Paris se sont subrepticement convertis de barbouillis : « C.F.T. septembre ». Revenus de vacances, nous guettions avec quelque anxiété l'échéance fatidique. Manifestations de masse ? Prise d'assaut de la rue La Fayette ? Autogestion chez Chrysler ?

M. Simakis, secrétaire général des « jaunes tricolores », a alors abattu cartes sur table : la C.F.T. n'est pas contente. D'abord, on se refuse toujours à reconnaître sa représentativité. Ostracisme. Ensuite, il est las de cette participation chabanienne et de ses relents de holchevisme.

La C.F.T. va donc réagir. Faute d'actions de masse, elle suscitera des actions isolées et « spontanées ». Dans ce domaine, elle a déjà fait ses preuves. Les travailleurs de Poissy et du quai de Javel, déjà sensibilisés à ses arguments frappants, peuvent en témoigner.

Les temps sont durs, soyons durs...

#### • XV°

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

21 H - CAFE DES SPORTS

Rue Alain-Chartier

Métro : Convention

Débat animé par B. Renouvin  
La rentrée politique et sociale

#### • NEUILLY

JEUDI 16 SEPTEMBRE

CHEZ M<sup>me</sup> LUSINCHI - 21 H

Reprise des activités militantes



# IRLANDE :

## l'heure du choix

Le temps de la lutte spontanée est passé : désormais l'heure est aux milices et aux organisations para-militaires. Cette radicalisation du combat irlandais s'accompagne d'une transformation des objectifs. Il ne s'agit plus d'opérer une réforme dans le vieux cadre institutionnel, mais de parvenir à une indépendance au Nord et à un changement de système au Sud. La nature du conflit exigeait que les révoltés deviennent des révolutionnaires. Deux ans de crise veulent changer cinquante ans de statu quo.

### LE RETOUR DES HOME RULERS

A peu de choses près, on retrouve les mêmes divisions politiques que jadis. Les partisans d'une solution négociée et les militants de la lutte armée s'affrontent tandis que "l'establishment" s'efforce de maintenir la soumission à la Grande-Bretagne dont le rôle demeure déterminant. L'histoire montre que le gouvernement de Londres a toujours usé des deux méthodes couramment appelées « la carotte et le bâton ». La première méthode fut employée avec succès par le premier ministre libéral Gladstone qui s'efforça d'abolir les abus les plus voyants, tout en maintenant la tutelle politique et économique sur l'ensemble de l'Irlande. La deuxième méthode, la violence, n'est employée qu'en cas de rébellion ouverte, c'est-à-dire quand les Irlandais les plus lucides s'aperçoivent que la domination anglaise a seulement changé de forme. Le soulèvement nationaliste irlandais de 1916 fut écrasé par l'armée et quinze dirigeants furent exécutés. Mais l'atout majeur de Londres a toujours été la division des Irlandais, division entretenue avec soin. Le leader des insurgés de 1916, Pearse, dans la proclamation d'indépendance, évoquait « les différends soigneusement entretenus par un gouvernement étranger, qui, dans le passé, ont séparé une minorité de la majorité ». Il est vrai que ces divisions constituent l'héritage malheureux de l'histoire irlandaise, mais la responsabilité de l'Angleterre n'est pas diminuée pour autant. Les nationalistes irlandais savent que rien n'est possible tant qu'une fraction de la population continue d'accepter les jeux légaux de Londres. Même les éléments les plus modérés qui refusaient la lutte armée étaient conscients de la situation. Arthur Griffith, fondateur du Sinn-Fein (nous-mêmes), tenait l'Acte d'Union pour illégal et somrait les députés irlandais de quitter le Parlement de Westminster et de constituer un gouvernement libre à Dublin.

A l'heure où certains s'étonnent de voir le gauchisme prendre le relais du nationalisme traditionnel en Irlande, il importe de se sou-

venir que l'impérialisme de Londres s'appuyait sur un capitalisme alors en plein essor. A la fin du siècle dernier, James Connolly créait le « parti républicain socialiste irlandais » et le journal « La République des Travailleurs ». A ses yeux, l'Angleterre était une puissance qui imposait une double domination, politique (l'impérialisme prôné par un Kipling), et économique (le capitalisme). A cette domination, Connolly opposait la société gaélique fondée sur le nationalisme et le socialisme. Les partisans de la lutte armée posaient comme principe que même si la Grande-Bretagne voulait accorder l'indépendance à l'Irlande, elle se heurterait aux Ulstériens prêts à défendre leurs privilèges par les armes. En 1914, 400.000 Ulstériens s'étaient engagés à repousser par tous les moyens le timide projet de Home Rule proposé par le gouvernement anglais. Les unionistes avaient d'ailleurs pris leurs précautions en s'emparant des rouages administratifs. Ces mesures légales furent complétées par la création d'une milice, les « Volontaires d'Ulster ».

A cette violence appuyée sur l'appareil d'Etat, les nationalistes ripostèrent en créant la force des « Volontaires Irlandais », sans compter la « Fraternité républicaine irlandaise », organisation militaire semi-clandestine. Les deux camps furent approvisionnés d'armes par l'Allemagne qui comptait détourner l'attention de ses propres préparatifs militaires. Après la répression de l'insurrection de 1916, le gouvernement anglais accepta de négocier avec les nationalistes irlandais, ce malgré l'opposition des Ulstériens ; mais l'indépendance du Sud était limitée, et le Nord restait sous domination unioniste. Aux divisions politiques et religieuses succédait une division étatique. Le conflit pouvait changer de forme, le fond restait. Le traité signé en décembre 1921 faisait de l'Irlande du Sud un dominion semblable au Canada ou à l'Australie. Les membres du Parlement irlandais, la Dail, devaient prêter serment à la Couronne, la Grande-Bretagne gardait la défense des côtes et plusieurs bases militaires, ainsi qu'une domination économique solide. Les nationalistes les plus durs refusèrent ces conditions tandis que le Parlement de Dublin ratifiait l'accord.

Une guerre civile s'ensuivit pendant un an ; une fois de plus, l'Angleterre avait divisé pour régner. Sa domination sur l'Ulster s'était même renforcée ; tandis que l'Irlande du Sud élisait le protestant Douglas Hyde président de la République, le gouvernement de l'Ulster établissait des mesures discriminatoires dont certaines sont encore en vigueur. La loi de 1922 privait les citoyens de toute garantie légale ; pour les élections, un suffrage censitaire favo-

risait l'"establishment protestant", tandis que le découpage des circonscriptions était conçu de manière à assurer la domination protestante. Celle-ci ne signifiait d'ailleurs rien d'autre que la dictature de l'Ordre d'Orange à qui un sixième des places dans le conseil du parti unioniste était réservé d'office. Pour éviter tout sursaut violent de la population catholique, le gouvernement de l'Ulster avait créé une force de police entièrement composée de protestants, les "Special B", dissous voici peu. Quant à la police régulière, la "Royal Ulster Constabulary", elle comptait 90 % de protestants. La domination économique et sociale se révélait tout aussi nette. La priorité donnée aux protestants pour les logements et les emplois constitue un exemple connu de cette discrimination. Mais ce n'est pas le seul : les industries créées au cours de ces dernières années sont implantées dans la région de la Bann, peuplée de protestants. Une université de création récente se trouve dans la région de Coleraine, à forte population de protestants.

Conscients de l'accroissement démographique des catholiques, le gouvernement unioniste a ainsi favorisé l'implantation de zones totalement tenues par la bourgeoisie protestante liée à la Grande-Bretagne. Car, sous couvert de religion, celle-ci a réussi à imposer la défense de ses intérêts à l'ensemble de la population protestante. La fraction la plus conservatrice du parti unioniste, appuyée par l'Ordre d'Orange, a dressé la majorité des protestants pauvres contre les catholiques par des méthodes diverses : exploitation du fanatisme religieux comme le pratique le pasteur Ian Paisley, détournement du sens national (protestants « britanniques » contre catholiques irlandais), incitation à la haine sociale (protestants pauvres contre catholiques encore plus pauvres). Cette fraction unioniste qui pousse à la guerre civile engendre des divisions jusqu'au sein du parti dominant : deux premiers ministres successifs, Terence O'Neill et James Chichester Clark ont dû démissionner à cause de cette fraction.

A terme, cette tactique d'obstruction systématique engendre des conséquences favorables aux nationalistes : division du parti unioniste, échec des réformes récupératrices, nécessité pour Londres d'intervenir militairement et de se départir de son attitude de fausse neutralité. Ce durcissement des unionistes a entraîné de nouveaux clivages politiques : un groupe de protestants a constitué un nouveau mouvement, l'Alliance Party, qui a pris une position hostile à l'encontre de l'Ordre d'Orange. Certains protestants se proclament même attachés à la « tradition irlandaise », voire au

gaélique, véhicule du nationalisme irlandais, symbole de l'indépendance, contre l'Anglais, langue de l'occupant. Quant aux catholiques d'Ulster, leur politique de « main tendue » aux protestants se révèle efficace : plusieurs des leaders de l'Association pour les droits civiques sont protestants, et un certain nombre de jeunes protestants ont rejoint la lutte pour l'indépendance. Les protestants ne sont pas seuls à évoluer. Les catholiques mènent un combat dont les méthodes, voire les buts, ont changé depuis quelques années. L'indépendance de la République d'Irlande n'a constitué qu'une étape pour beaucoup d'entre eux. La réunification elle-même n'est souvent pour eux qu'un objectif insuffisant. Bernadette Devlin, député du Moyen-Ulster, entend dépasser le conflit protestants-catholiques. Sa critique est aussi vive contre le gouvernement de Dublin que contre l'administration de Belfast aux ordres de Londres.

D'autant qu'au sud, un grand nombre de nationalistes sont déçus par le gouvernement de Dublin. Celui-ci avait tendance à considérer la lutte de libération comme terminée. L'I.R.A. (armée républicaine irlandaise), branche militaire du Sinn-Fein, qui mena entre 1900 et 1922 la lutte pour l'indépendance, condamne à juste titre la timidité, voire la soumission du gouvernement de l'Irlande du Sud à l'égard de la Grande-Bretagne. Le Sinn-Fein a d'ailleurs connu des divisions qui ont conduit à une scission en décembre 1969. La première tendance, dite « I.R.A. verte », se réclame du nationalisme traditionnel et vise à une réunification de l'île. Elle reste peu ouverte aux protestants et n'a pas réussi à dépasser le clivage entre communautés. La deuxième tendance, dite « I.R.A. rouge », prolonge l'indépendance nationale par la lutte des classes sans distinction de communauté. Son principal doctrinaire et dirigeant, Roy Johnston, est de confession protestante. M. Jean Bothorel, dans une tribune libre dans « Le Monde », signalait que l'I.R.A. rouge avait implanté en Ulster des « soviets » composés de protestants et de catholiques. Les différences de tactique ne facilitent pas l'accord entre les deux fractions de l'I.R.A. L'aile nationaliste mène la lutte armée, tandis que l'aile marxiste s'oppose aux combats des catholiques contre l'armée britannique. Malgré ces différends, la cassure protestants-catholiques passe à l'arrière-plan : seul importe le problème de la réunification. Quels que soient les ambiguïtés et les défauts de la lutte actuelle, notre position doit être nette : les Irlandais mènent un combat de libération nationale ; nous ne pouvons qu'approuver ce combat.

Axel ALBERG.

#### TROYES :

**Samedi 25 septembre, au restaurant Butat, 50, rue de Turenne, à 21 heures, conférence de Gérard Leclerc.**

#### PARIS-ETUDIANT

**Permanence tous les jours de 15 heures à 19 heures, au siège du journal, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1<sup>er</sup> (4<sup>e</sup> étage).**

## RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

**Les responsables lycéens sont priés de se mettre en rapport le plus vite possible avec Francis Bertin et les membres du collectif de l'U.N. L.A.C., afin de recevoir les consignes pour la rentrée.**

#### RUEIL - NANTERRE SURESNES

**Permanence tous les mercredis de 20 h 30 à 21 h 30, 8, rue des Godardes à Rueil.**

#### PARIS XVII<sup>e</sup> - VIII<sup>e</sup>

**Permanence tous les mardis à la brasserie « Royal-Monceau » (métro Villiers) à 17 heures.**

#### NEUILLY

**Reprise des activités. Téléphoner à J.-P. Lefèvre, 270-86-30, après 20 h.**

#### VERSAILLES

**Dimanche 26 septembre, à 15 heures, 27, rue Saint-Louis, Versailles. Réunion de rentrée et d'organisation.**

#### TOULON

**Reprise des activités et organisation des cercles d'études. Prendre contact avec F. O'Driscoll, La Caravelle, route de Pierreplane, 83 - Bandol.**

#### ALLUMETTES

##### « ACTION FRANÇAISE »

**Des pochettes d'allumettes publicitaires avec l'inscription « Action Française » sont disponibles. Commandes à adresser à l'U.R.D.S., 4, square des Postes, 38 - Grenoble.**

#### PARIS NORD-EST

**Permanence chaque mardi de 21 heures à 22 heures, à La Mandoline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès).**

## C. R. U.

### Congrès Royaliste Universitaire.

**En vue de la préparation du C.R.M., une permanence se tiendra le mardi et le jeudi, de 16 à 20 heures. Adresser toute correspondance au Secrétariat National Universitaire de la N.A.F. (mention C.R.M.), 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1<sup>er</sup>).**

## Cartes et Cotisations

### ADHESIONS

**Les cartes d'adhésion sont disponibles. Vous pouvez vous inscrire soit par l'intermédiaire de votre responsable de section, soit en nous écrivant.**

**Cotisations mensuelles : 2 % du salaire avec un minimum de 5 F.**



MENTES ÉTUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 57-année - JUIN 1971 - Numéro 161 - 12 pages

## OCTOBRE :

# congrès royaliste universitaire

**Franco : 1 F**

**Abonnement étudiant : 8 F**

**Normal : 12 F**

**C.C.P. A.F. Université  
1918-59 Paris**

# ALEXANDRE SOLJENITSYNE

## 1 - Le capitaine dégradé

Les « Cahiers de l'Herne » ont consacré leur dernier numéro à Soljenitsyne. Au même moment, les Editions Julliard ont publié une nouvelle du romancier soviétique, « *Zacharie l'Escarcelle* », suivie d'« *Etudes et Miniatures* », court recueil de poèmes en prose. En cette occasion, la N.A.F. tient à rendre l'hommage qui s'impose à un homme qui a été deux fois victime du système soviétique (de 1945 à 1956, et à nouveau depuis 1967), et qui a pu néanmoins se hisser au tout premier rang des écrivains de langue russe.

Kaliningrad, janvier 1945. La Prusse Orientale est ravagée par les combats. Le général de division Travkine voudrait ne penser qu'à ce seul but : l'Armée Rouge à Berlin. Ce jour-là, il a pourtant une « sale affaire » à régler. Un capitaine d'artillerie, qui a gagné ses galons devant Leningrad, Orel et Koursk, doit être dégradé devant lui pour avoir, dans une correspondance privée, critiqué Staline, non seulement en tant que stratège militaire, mais aussi en tant que théoricien, en tant que penseur politique.

Le général Travkine sait qui est ce jeune officier, le capitaine Soljenitsyne. Docteur en mathématiques et en physique, à l'issue de ses études à l'université de Rostov-sur-le-Don, l'invasion hitlérienne avait fait de lui un simple soldat. Stage de promotion pour officiers, puis responsabilité d'une batterie de mesures acoustiques : c'est son rôle devant Kaliningrad.

Aujourd'hui, deux officiers sont chargés de lui arracher ses épaulettes et ses décorations. Le général Travkine les regarde, après avoir posé sur son bureau le pistolet d'officier du capitaine dégradé. Au moment où celui-ci va s'en aller, le général lui tend la main. « Cette poignée de main était l'un des actes les plus courageux que j'aie vus pendant la guerre », dira plus tard Soljenitsyne.

Pour nous, elle est encore bien autre chose. Elle est comme le coup d'envoi d'une carrière littéraire dont on sait aujourd'hui qu'elle n'a pas à rougir d'une comparaison avec celles d'un Tolstoï ou d'un Dostoïevski, et qu'elle disputera à Boris Pasternak l'honneur de représenter le XX<sup>e</sup> siècle russe.

On se sent parfois pris d'une sorte d'obscur reconnaissance à l'égard de Staline : parmi tous ceux qui, sur son ordre, ont vécu dans la familiarité de la souffrance et de la mort, il a placé Alexandre Issaïevitch Soljenitsyne. « O grand Staline, o Père des Peuples, toi qui fais naître l'homme... » Les cantiques que chantait un Aragon d'une autre époque semblent avoir emprunté d'étranges détours... Il aura fallu ces huit ans de prison, sans jugement, par « décision spéciale », d'un jeune officier artillerie, pour qu'aujourd'hui ils nous reviennent à la mémoire...

Les romans de Soljenitsyne ne sont pas des romans, mais des récits : récits vécus, où la part romancée ne paraît avoir d'autre but que de nous rendre vraisemblables des reportages dont on pourrait suspecter l'au-

thenticité et l'objectivité. A vrai dire, cette mise en forme littéraire témoigne d'abord pour l'écriture et le génie d'observation de Soljenitsyne. Elle témoigne aussi pour ses qualités humaines. Cependant, comme le dit un personnage du *Pavillon des Cancéreux* : « Toutes les tragédies littéraires me semblent comiques comparées à ce que nous vivons. »

L'œuvre de Soljenitsyne est l'histoire d'une vie : la sienne. Elle suit pas à pas sa biographie : c'est ainsi qu'il faut la lire et la comprendre.

Ses années de formation militaire, en pleine guerre, lui donneront la matière d'un récit : « *L'Inconnu de Kretchevtovka* », publié par *Novy Mir* en janvier 1963. On y

dégradé va connaître la vraie vie concentrationnaire dans une région minière du Nord-Kazakhstan. Pendant trois ans. Trois ans de froid — le froid sibérien n'est pas une légende — de fatigue, de vexations et d'apparente résignation. C'est « Une Journée d'Ivan Denissovitch », simple récit d'une journée comme les autres dans un camp sibérien qui ne devait pas différer beaucoup des autres. Dans un univers où il est préférable d'avoir « laissé toute espérance », la sobriété du regard jeté sur les situations et les comportements les plus cruels, les plus inhumains, est par elle-même une protestation d'une extrême violence, une sorte de révolte par préterition, un lancinant appel exprimé dans ce langage que seuls connaissent ceux qui ont vécu cela. Impossible de ne pas se rappeler avoir déjà entendu cette sonorité, avoir déjà vu ce regard : ce sont ceux des *Souvenirs de la Maison des Morts*. La voix de Soljenitsyne est entrée en résonance avec celle de Dostoïevski.

Mars 1953. Staline meurt le jour même où Soljenitsyne arrive à l'expiration de sa peine. Aussitôt condamné à la relégation perpétuelle, il est assigné à résidence dans une petite ville du Kazakhstan, où il enseigne les mathématiques et la physique. Cette époque lui fait redécouvrir non seulement une semi-liberté, mais aussi la profondeur de l'âme russe qu'il rencontre chez une paysanne qu'il appellera Matriona. « *La Maison de Matriona* », recueil de trois nouvelles, évoque cette période printanière qui se serait achevée sur sa réhabilitation, si un intermède, qui faillit lui coûter la vie, n'était pas intervenu.

Soljenitsyne portait en lui une tumeur cancéreuse. Il avait déjà été opéré une fois. Soigné pendant plusieurs mois à Tachkent, il gardera de ce proche passage de la mort, ainsi que de la vie d'hôpital, un souvenir qui lui fera écrire « *Le Pavillon des Cancéreux* ». C'est un livre qui dépasse les seuls problèmes du stalinisme et du destin de la Russie. « J'ai voulu traiter des problèmes moraux de la société des pays développés, indépendamment du fait qu'ils soient capitalistes ou socialistes », a-t-il dit récemment. On y retrouve les thèmes de « *La Mort d'Ivan Illitch* » de Tolstoï, ou de « *La Montagne magique* » de Thomas Mann. Mais même là, Soljenitsyne ne renonce ni à sa manière, ni à sa matière. « *Le Pavillon des Cancéreux* » est un autre visage d'une seule et même Russie, soumise à un système écrasant.

Exclu de l'Union des Ecrivains Soviétiques le 12 novembre 1969, Alexandre Soljenitsyne recevra le Prix Nobel de Littérature moins d'un an plus tard. Ce soutien international, de même que des amitiés aussi célèbres que celle de Rostropovitch, ne paraissent pas en mesure de lui faciliter l'accès à la publication. Sans doute de nombreux manuscrits dorment-ils dans ses tiroirs. Cette seule idée, qui fait rêver, est un dur jugement contre ce système pour qui la répression de la vie de l'esprit paraît une seconde nature. (A suivre.)

Christian DELAROCHE.

### L'ŒUVRE DE SOLJENITSYNE

- Une Journée d'Ivan Denissovitch  
"Novy Mir", novembre 1962.  
Paris, Julliard, 1963 (et "10/18" n° 488).
- Le Cerf et la Respectueuse au Bagne  
Pièce, interdite à Moscou (décembre 1962).
- L'Inconnu de Kretchevtovka  
"Novy Mir", janvier 1963.  
Paris, Julliard, 1965.
- La Maison de Matriona  
"Novy Mir", janvier 1963.  
Paris, Julliard, 1965.
- Pour le bien de la cause  
"Novy Mir", juillet 1963.  
Paris, Julliard, 1965.
- Zacharie l'Escarcelle  
"Novy Mir", janvier 1966.  
Paris, Julliard, 1971.
- Les textes suivants n'ont pas été publiés en U.R.S.S. :
- Le Premier Cercle  
Paris, Laffont, 1968.
  - Le Pavillon des Cancéreux  
Paris, Julliard, 1968 (et « Livre de Poche » n° 2765).
  - Les Droits de l'Ecrivain  
Paris, Seuil, 1969.  
(Recueil des lettres écrites en 1967 lors du conflit avec l'Union des Ecrivains Soviétiques.)
  - Etudes et miniatures  
Paris, Julliard, 1971.  
(A la suite de « Zacharie l'Escarcelle »).
- Plusieurs périodiques littéraires ont publié des nouvelles. Gabriel Matzneff a fait découvrir des poèmes.
- La critique est déjà abondante : *L'Herne* en publie une bibliographie (française et étrangère) de près de vingt pages.
- Soljenitsyne s'est vu décerner le Prix Nobel en octobre 1970.

voit un officier, le lieutenant Zotov, poursuivi par le regard d'un innocent, en qui il avait cru pouvoir discerner un « fasciste ».

Sa carrière militaire s'étant terminée de la manière que l'on sait, Soljenitsyne se retrouve en prison, à la Loubianka de Moscou. Sa compétence scientifique le fera rapidement envoyer comme mathématicien-détenu dans une prison-institut de recherche. S'il n'y a que quelques minutes quotidiennes de promenade dans une cour, au moins y trouve-t-il un travail intellectuel, et une nourriture suffisante. Les cigarettes elles-mêmes sont abondantes. Au sein même de l'enfer, c'est comme un paradis relatif. C'est le « premier cercle » que Dante décrit au quatrième chant de son *Enfer*. Vingt ans plus tard, Soljenitsyne en tirera ce pur chef-d'œuvre : « *Le Premier Cercle* ».

Cette prison était pourtant trop dorée. Après cinq ans de détention, le capitaine



# une anthropolitique maurrassienne

Dans son livre *Le socialisme français face au marxisme*, M. Robert Aron, s'insurgeant fort justement contre les conceptions réductrices de l'homme, écrit : « ...croire à la prédominance des facteurs économiques ou dire "Politique d'abord" — toutes ces perversions successives qu'a connues l'humanité ne sont que des mutilations de la présence de l'homme dans le monde et dans l'Histoire ». Le compagnon de Dandieu manifeste ainsi sa méconnaissance profonde du *politique d'abord* maurrassien. Monseigneur Matagrín, l'évêque de Grenoble, l'aurait-il saisie pour sa part ? On serait tenté de le croire à la lecture de l'interview qu'il donnait l'autre jour à *La Vie catholique illustrée* : « Une véritable révolution est à faire, elle exige d'abord de réaliser le primat du politique sur l'économique... »

Monseigneur Matagrín, qui reproche par ailleurs à l'économisme marxiste d'ignorer la vie intérieure, la liberté spirituelle, la prière et l'adoration, l'amour conjugal et familial, la liberté créatrice dans le domaine de la culture et de l'art, comprend parfaitement que l'affirmation de la primauté du politique sur l'économique ne détruit pas mais plutôt sauvegarde et développe toutes ses dimensions humaines.

En effet, la dimension politique, loin d'être réductrice, est au contraire totalisante, englobante. Elle suppose les autres dimensions, elle les inclut et leur permet de se déployer. Ce n'est pas pour rien qu'il y a quelques années le cardinal Daniélou pouvait écrire l'*Oraison, problème politique*. Nulle activité humaine n'échappe à la médiation politique. Tout progrès s'inscrit dans le cadre d'une amitié sociale, d'une réciprocité de services sans qui l'homme périrait. On n'a jamais fini de comprendre à quel point Aristote avait raison de définir l'homme comme un animal politique.

Cette vérité élémentaire et fondamentale a été cachée à beaucoup de contemporains sous l'effet des doctrines marxistes et saint-simoniennes. C'est qu'en bons révolutionnaires, Marx et Saint-Simon concevaient la politique comme une aliénation dans la mesure où elle impliquait une subordination hiérarchique des hommes entre eux. Il fallait faire cesser le scandale. Du coup, on conférait à l'expansion économique la vertu miraculeuse qui supprimerait l'Etat et les relations hiérarchiques, superstructures d'une économie où une classe dominait l'autre. Le communisme qui allait abolir les classes et donc la relation exploités-exploités allait du même coup abolir la politique en tant qu'elle constitue la relation dominateurs-dominés.

On connaît la formule fameuse de Saint-Simon sur l'administration des choses qui

doit se substituer au gouvernement des hommes. Elle explique l'avènement de la technocratie, une technocratie qui arrive aussi inéluctablement au terme du projet marxiste. C'est Engels qui écrivait qu'avec la révolution il fallait s'attendre à ce que l'autorité perde son caractère politique et soit transformée en une simple fonction administrative de contrôle des vrais intérêts de la société.

En voulant libérer l'humanité des chaînes de la politique, on l'a rendue esclave d'un nouveau totalitarisme, d'un univers rationnel où l'homme est livré à l'anonymat et à la solitude. On s'explique parfaitement la révolte des jeunes contre ce monde absurde pour retrouver la fraternité et l'amitié perdues.

L'erreur technocratique, par la crise où elle nous a jetés, doit faire ainsi découvrir l'essence, la spécificité et la nécessité du politique hors duquel l'homme est condamné à mourir comme le poisson sorti de l'eau.

Le plus curieux est que certains personnalistes dont les conceptions sont pourtant aux antipodes du matérialisme moderne et du rationalisme technocratique, n'ont pas reconnu cette sphère du politique comme indispensable à l'épanouissement de la personne. C'est que, préoccupés de défendre sa liberté, ils ne se sont pas toujours souciés d'en étudier toutes les conditions d'exercice. La volonté pure est sensée organiser les rapports sociaux. De là vient une conception purement juridique de la cité dont un Emmanuel Mounier, pourtant prévenu contre un certain démocratisme libéral, fournit un exemple typique.

L'erreur des personnalistes ne vient pas de l'accent qu'ils mettent sur le contrat qui doit régler les rapports entre les hommes, mais sur le fait qu'ils ne voient pas que ce contrat parachève la nature, que la volonté intelligente vient régler des nécessités, des réalités qui lui préexistent et qu'elle reçoit en héritage : foyers, villes, provinces, corporations, nations, religion. A partir de ces réalités, l'homme peut créer des groupements nouveaux qui, comme l'écrit magnifiquement Maurras, soient au goût de sa pensée, à la mesure de ses besoins, pour la sauvegarde de ses intérêts : l'art, le métier, le jeu, l'étude, la piété, la charité ; il suffit de songer à ces compagnies, à ces confréries, pour sentir combien la personne y peut multiplier la personne, l'humain passer l'humain, les promesses et les espoirs se fécondant les uns les autres. Une action qui sait faire servir les constructions de la Nature à la volonté de l'Esprit confère à ses ouvrages une fermeté surhumaine.

Dans un texte frappant, Henri Bœgner avait lui aussi montré comment la sphère politique inclut toutes les données de la nature humaine et permet par sa médiation que cette nature s'épanouisse pleinement : « Entre l' "homo faber" qui, armé de l'outil, s'assure le concours des choses, indispensable, mais toujours précaire, toujours inégal à l'accomplissement de notre destin, et l' "homo sapiens" fait pour l'universel et l'éternel, mais si étrangement soumis aux besoins et aux faiblesses de la vie animale, l' "homo politicus" opère une médiation nécessaire : il fait du travail matériel un service, il fait de la supériorité un pouvoir, une source aussi, il associe toute la vie humaine dans ses parties basses et ses parties les plus nobles, à cette institution d'une amitié fondée sur la rencontre des cœurs dans le don gratuit et des esprits dans la vérité et la compréhension mutuelles, ce qui constitue la fin suprême de notre existence. »

Ainsi l'homme universel et multidimensionnel, pour parvenir à sa fin suprême, doit se reconnaître citoyen, membre d'une famille, d'un village, d'une profession, d'un pays, d'une nation, ce qui implique qu'il reconnaisse certaines dépendances et sa condition d'héritier. C'est parce qu'ils sont authentiquement humanistes qu'un Maurras et un Bœgner affirment la priorité du politique. Leur nationalisme est un humanisme.

On voit ainsi l'absurdité qui consiste à opposer la nation à l'universel. L'homme même n'existe pas sans ce qui le particularise, il ne s'exprime que grâce aux médiations de sa nature. Loin d'être un cadre qui le renferme sur lui-même, la nation le fait communier et collaborer avec ses semblables. Loin de le libérer et de le rapprocher des autres peuples, la chute des nations et la dissociation des cellules sociales ne font que le retrancher des autres pour l'enfermer dans sa solitude. La civilisation, c'est-à-dire le degré de développement où à un certain moment de l'histoire parvient l'homme universel, ne se développe que dans la cité particulière, grâce aussi aux échanges entre les cités mais jamais sans la cité.

On comprend peut-être mieux ainsi ce terme d'anthropolitique que nous avons repris à Edgar Morin. Il nous paraît en effet s'appliquer tout à fait spécialement à la pensée de Maurras dans la mesure où partie d'une connaissance en profondeur de l'homme, elle s'achève sur les conditions vraies d'un humanisme total, le seul qui pourrait nous sauver des menaces fatales que fait peser sur notre destin la crise où se débat l'humanité aujourd'hui.

Gérard LECLERC.

# I. LE BILAN D'UNE ANNÉE DE CONSTRUCTION

L'U.N.L.A.C. a dix-huit mois d'existence. Il est possible de faire un bilan théorique et pratique de l'action lycéenne. Nous avons hérité en juin 1970, date de la fondation, d'une situation médiocre, voire mauvaise. La critique des vieilles méthodes n'est plus à faire. Cependant, il est permis de dégager les grandes lignes de notre présence dans le milieu lycéen avant la fondation de l'U.N.L.A.C. La première constatation faite fut celle de notre isolement dans un ghetto. Le militant d'Action Française ne se distinguait guère du militant d'extrême-droite classique. Son action se bornait à la vente d'« A.F.U. », à une distribution généralement opérée par des militants venus de l'extérieur, une ou deux fois par an au maximum, au port de la fleur de lys et à la polémique anticommuniste. Ceci concerne « l'image de marque » donnée par le lycéen d'A.F. jusqu'à ces dernières années. Le militant n'était d'ailleurs pas à incriminer, c'est toute l'organisation de notre propagande et notre conception d'une présence militante à l'intérieur des lycées qu'il fallait critiquer.

Sur le plan de l'organisation, rien n'existait que le suivisme à l'égard des campagnes étudiantes et les campagnes d'ordre général bien souvent présentées d'une manière rebutante. L'absence de toute organisation entraînait un manque de coordination entre les lycées, voire entre les militants d'un même lycée. Les problèmes spécifiquement lycéens étaient systématiquement ignorés et la méfiance à l'encontre du combat « syndical » totale. Cette situation a entraîné une méconnaissance des mécanismes du lycée, rouage de l'Etat, du rôle de l'enseignement, intoxication idéologique au profit du système, et des intérêts corporatifs des lycéens qui constataient, au travers de leur expérience lycéenne, les tares d'une société. Ceci au moment où se développaient les premières luttes et où naissaient les premières organisations formées par des lycéens pour résoudre leurs problèmes. Dans le domaine pratique, cette méconnaissance a souvent conduit nos militants à prendre parti contre les luttes lycéennes taxées de « subversion gauchiste ou communiste ». De cette erreur stratégique, la majorité des lycéens a conclu que le militant d'A.F. était un « jaune » complice de l'administration, voire de la police. Il est vrai que certains ont tenu à conserver cette image de marque.

Ce bref exposé critique n'a pas pour but de provoquer des polémiques d'ailleurs stériles, mais d'expliquer les conditions dans lesquelles l'U.N.L.A.C. est née. Le premier objectif concernait la coordination de nos forces. La réunion de fondation réunissait les représentants de trente établissements, ce qui prouvait une existence, même minoritaire, face aux autres forces présentes dans les lycées. La dénomination prise par l'organisation lycéenne visait à

élargir notre combat politique en faisant comprendre aux lycéens que le combat réel n'était pas reculé à une échéance lointaine, mais commençait dans leur sphère propre. L'oppression de l'Etat ne s'exerce pas seulement dans les domaines réservés de la politique, mais dans les activités du corps social. Et le lycée constituait la première expérience sociale après la famille. La tutelle de l'Etat s'y exerçait même de façon prioritaire dans la mesure où elle fonctionnait sans intermédiaire. L'enseignant n'est qu'un fonctionnaire d'Etat diffusant son idéologie et ses conceptions, imposant une orientation de vie. La lutte contre l'Etat bureaucratique commence à la base, là où il est facile de frapper sans risques exagérés de récupération. Sorti de lycée, le jeune, s'il n'est pas touché par la lutte, est déjà un « producteur-consommateur » en puissance.

Un autre fait a déterminé notre option : la crise de la jeunesse tributaire de la faillite d'une « civilisation ». Seulement cette fois, ce n'était plus aux « spécialistes » ou aux bureaucrates des partis ou des syndicats de parler aux lycéens, mais aux lycéens eux-mêmes de mener leur combat. Enfin, une troisième raison nous a conduits à adopter une position qui tranchait avec les attitudes prises jusque là. Le « pays réel » commence au lycée ; une stratégie de conquête de l'intelligence passe par le contrôle de l'enseignement, qu'il soit public ou privé.

Est-ce dire que nos objectifs sont atteints ? Certes non, mais la construction de l'organisation lycéenne est tributaire de notre capacité de mener des luttes sur le terrain. Il est possible de faire une synthèse de nos diverses expériences. Dans le domaine théorique, un certain nombre d'analyses ont été élaborées dans la presse d'A.F. sur le contenu de l'enseignement, sur ses méthodes, sur les rouages du corps enseignant, sur les clivages de celui-ci, sur les objectifs à atteindre, sur le Tiers-Pouvoir, sur la nature du combat corporatif et son interaction avec la lutte politique. A partir de ces analyses, nous avons mené des campagnes concrètes à l'échelon local (Lycées Pasteur, Chaptal, Balzac, etc.) ou au niveau sinon national, du moins parisien (affaire Guiot). Ces campagnes ont contribué à transformer lentement notre image de marque auprès des lycéens et à donner à nos militants une expérience de lutte. Sur un plan plus concret, ces luttes ont familiarisé nos militants avec les méthodes d'agitation et d'action les plus efficaces. Il est cependant nécessaire de marquer les limites de ces tentatives ; d'abord, elles n'ont concerné qu'une minorité d'établissements, non seulement par rapport au nombre de ceux-ci, mais encore par rapport à notre implantation. Ensuite, l'exploitation de ces luttes a souvent été insuffisante par manque de « poids » des sections. Enfin, le manque de for-

mation des animateurs laisse les militants désarmés face à des administrations combattives et à des adversaires rompus aux techniques politiques.

La lutte est aussi à objectif extérieur ; il importe de conquérir l'attention de l'opinion en lui faisant comprendre qu'il existe autre chose que des contestataires gauchistes et des « polards » trop studieux. Sur ce plan, une petite percée a été réussie. La presse a fait écho à nos activités : citations dans « Le Monde » (deux fois), dans le « Nouvel Observateur », « Valeurs actuelles », « Minute », « Lectures françaises ». La variété de cette presse montre que nous avons su toucher autre chose que le public habituel, lequel préfère les « polards » respectueux à l'égard des institutions ou le démocrate musclé aux contestataires, même si ceux-ci se réclament de Maurras.

Les luttes sur le terrain ont permis une meilleure évaluation du rapport des forces : si notre contestation peut et doit se faire à visage ouvert, le contrôle (d'un foyer, d'une bibliothèque, d'un conseil d'établissement) exige l'utilisation de militants formés aux techniques politiques et assez sûrs pour ne pas devenir des politiciens réformistes uniquement épris de bonne gestion. Dans un lycée de banlieue, cette méthode s'est révélée payante et gagnera à être utilisée de façon courante. Un autre aspect du rapport des forces concerne le corps enseignant. Si celui-ci, pris en tant que groupe social, dépend du système, au niveau individuel, l'utilisation de ses compétences se révèle utile. C'est là un volet qui a manqué à notre action et qui devra compléter notre combat. Enfin, sur un plan de formation, beaucoup reste à faire, en particulier par l'Institut lycéen qui a tenu quatre séances et a édité une fiche sur la répression et une note sur l'affaire Guiot.

Le dernier point d'un bilan de lutte concerne le recrutement et l'implantation. Le recrutement a certes été beaucoup plus élevé que les autres années, mais continue à s'effectuer dans la frange politisée, alors que le public visé est celui qui éprouve le malaise, est prêt à se battre sur des objectifs précis au travers de structures plus souples que celles des organisations politiques. Cette constatation exige une variété de structures plus grande que celle établie jusque là sur le modèle des sections d'établissements. Quant à l'implantation, elle reste trop limitée aux établissements « politisés » et à la région parisienne, alors que la province a connu des luttes importantes que nous n'avons pas suivies. En bref, l'organisation existe et possède une expérience ; il reste à poursuivre la construction et à faire fructifier ce capital d'expériences.

**Francis BERTIN.**